

SOS L H hsh / 3

92h1

(19h0)

9241

Subvention au restaurant coopératif de Mans-Triage
(9 492 fr)

Année 1939

CD 27. 2.40 22 VI 1°

Subvention au restaurant coopératif de Mans-Triage

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 27 février 1940

QU. VI - Subventions

1°) au Restaurant coopératif du Mans-
Triage (9.492 fr)

F.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 22

M. CRIMPRET. - Je n'ai pas bien compris cette affaire.
Qu'est-ce que la Société gérante dont il est question et
comment est-elle constituée ?

M. FILIPPI. - Elle a été constituée par des agents.
D'après les renseignements que je possède, elle servait avant
la guerre 20 à 25 repas par jour. Depuis les hostilités, ce
nombre s'est notablement accru, car les sous-officiers et les
soldats chargés de la garde des installations ferroviaires du
Mans sont admis à ce restaurant. Le prix du repas est fixé à
12 fr.

M. LE PRESIDENT. - N'est-ce pas un peu cher ?

M. FILIPPI. - Le repas comprend : un hors-d'oeuvre, un
plat de viande, un plat de légumes, un fromage ou un dessert,
un café nature et 1/2 litre de vin.

M. LE BESNIERAIS. - Dans ces conditions, le prix n'est pas
trop élevé, car le repas est copieux.

M. GRIMPET..- Combien ce restaurant sert-il de repas dans l'année ?

M. FILIPPI..- En tablant sur une moyenne de 30 par jour, cela fait 10.000 repas par an.

M. GRIMPET..- En somme, la subvention représente 1 fr par repas.

M. LE BERNERAIS..- Un peu plus pour le moment.

M. GRIMPET..- Le principe même de cette subvention me paraît ~~assez contestable~~ contestable. Car, pourquoi accorder un franc de subvention par repas à certains agents, de préférence à d'autres ? Pourquoi ne pas étendre cela à tous les agents de la S.B.C.F. ? Je trouverais normal de faciliter matériellement l'organisation d'une popote pour nos agents, mais non d'allouer une subvention.

M. FILIPPI..- C'est la dernière fois que nous l'octroyons, puisque le décret-loi du 10 janvier 1939 interdit d'allouer des subventions aux Sociétés ou Groupements coopératifs. Il s'agit, au surplus, d'une vieille affaire remontant à une convention passée en 1918 entre l'ancien réseau de l'Etat et la Société gérante.

M. GRIMPET..- Mais alors comment allez-vous faire cette fois encore pour rester dans la légalité ?

M. FILIPPI..- Nous pouvons encore accorder la subvention parce qu'elle intéresse un exercice passé.

M. LE BERNERAIS..- Cette subvention correspond au loyer qui nous reste dû par le restaurant. L'opération revient, en somme, à mettre presque gratuitement à la disposition de ce dernier l'immeuble qu'il occupe.

A la vérité, les agents employés dans les gares de triage n'ont généralement qu'une coupure d'une heure pour déjeuner. Comme ces gares sont, le plus souvent, éloignées des agglomérations, le personnel ne peut rentrer chez lui pour déjeuner. Nous mettons, en général, un local à sa disposition avec un réchaud et tout cela gratuitement.

M. GRIMPET..- La gare du Mans-triage est-elle très éloignée de la ville ?

M. LE BERNERAIS..- Oui, à 2 ou 3 km ; les agents n'ayant qu'une coupure d'une heure sont obligés de se restaurer sur place.

M. FILIPPI..- Cela a d'ailleurs été fait avec l'accord du Ministre des Travaux Publics. J'ai là une lettre de M. du CASTEL, alors Directeur Général des Chemins de fer au Ministère des Travaux Publics, qui prouve tout l'intérêt que l'Administration portait à ce moment à la question.

M. GRIMPET..- Et la salle de bains et les chambres ?

M. FILIPPI..- Elles sont inoccupées pour l'instant. Elles ont été établies en prévision de nécessités de service obligeant éventuellement certains agents à passer la nuit au triage. Mais il n'apparaît pas actuellement que les conditions de service soient telles qu'il faille utiliser ces chambres.

M. LE PRESIDENT..- La subvention est accordée.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 27 février 1940

VI - Subventions :

1°) au Restaurant coopératif du Mans-Triage (9.492 fr).

Conformément aux dispositions de la lettre ministérielle du 18 octobre 1938, dont il a été donné copie le 2 décembre 1938, cette affaire sera inscrite à un paragraphe spécial de l'ordre du jour de la séance du Comité de Direction du 27 février 1940.

21 février 1940

le 14 février 1940.

96 n° 2.344

RAPPORT AU COMITE DE DIRECTION

Subvention au restaurant
coopératif du Mans-Triage

Afin de remédier aux difficultés que présentait le ravitaillement du Personnel de la gare du Mans-Triage, l'ancien réseau de l'Etat avait décidé de mettre un terrain ainsi qu'un bâtiment à la disposition des agents afin de leur permettre de créer un restaurant dont l'exploitation devait être assurée par leurs soins.

Une convention avait été passée, à cet effet, entre le Réseau et la Société Gérante de l'Etablissement le 29 juin 1918.

Un nouveau traité en date des 31 mai et 22 juin 1922 a été substitué à la dite convention pour tenir compte de l'extension et des aménagements apportés aux installations du restaurant qui, actuellement, comprend notamment :

- un bâtiment de deux étages comportant :
7 caves, un réfectoire, 1 salle d'été, une cuisine, 1 office, un magasin, deux salles à manger, un bureau et un local pour le gardien, une salle et un bureau pour le Conseil, une salle de bains et huit chambres;
- un apprentis;
- un hangar;
- un magasin;
- un terrain de jeux.

La dépêche par laquelle M. le Ministre des Travaux Publics donnait, le 2 juin 1920, son approbation aux travaux envisagés, précisait qu'il y avait lieu de demander à la Société un loyer en rapport avec les dépenses de premier établissement de l'ensemble des installations, étant entendu que cette disposition n'était pas incompatible avec l'octroi d'une subvention.

.....

La nouvelle convention valable pour une période de dix huit années à compter du 1er mai 1922 et renouvelable d'année en année par tacite reconduction, a fixé à 11.600 fr le loyer annuel du Restaurant.

Le paiement d'une telle redevance établie comme le serait celle d'un fonds de commerce librement ouvert au public et permettant de réaliser ainsi de larges bénéfices, ne pouvant être exigé sans amener la fermeture rapide de l'établissement, l'ancien réseau de l'Etat s'est trouvé dans l'obligation d'accorder, parallèlement, son concours financier à la Société.

La subvention annuelle, qui avait été fixée à 9.300 francs à partir de 1922, a été élevée à 9.492 francs le 1er janvier 1928, date à laquelle le loyer a été porté à 12.040 francs pour tenir compte des dépenses entraînées par de nouveaux aménagements.

Cette subvention a été renouvelée pour l'exercice 1938 et payée, comme par le passé, par l'intermédiaire de la gare du Mans, au moment de l'encaissement des échéances trimestrielles du loyer.

La Société doit actuellement à la S.N.C.F. la somme de 9.030 francs représentant le montant des redevances afférentes à la période du 5 mai 1929 au 5 février 1940, et, pour lui permettre de s'acquitter de sa dette, elle a demandé le renouvellement, pour 1939, de la subvention consentie les années précédentes.

Le Restaurant a toujours fonctionné jusqu'ici à l'entière satisfaction des agents et la suppression de tout ou partie du concours qu'il était habitué à recevoir risquerait d'entraîner une certaine perturbation dans sa gestion.

Aussi, ai-je l'honneur de proposer au Comité de Direction de renouveler purement et simplement notre subvention pour la période visée ci-dessus.

La Convention passée avec la Société arrive d'ailleurs à expiration et le Service Central du Personnel procède à l'élaboration d'un nouveau traité permettant, sinon la suppression, tout au moins la réduction du concours de la S.N.C.F.

Signé: VAGOGNE.